

Droit, connaissances de base Notre ordre juridique	Question 1	Droit, connaissances de base	Réponse 1
<p>Expliquez les concepts suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ethique</li> <li>• Morale</li> <li>• Us et coutumes</li> <li>• Droit</li> </ul> <p>© Schatz Verlag</p>		<p><b>Ethique</b> Branche de la philosophie qui cherche des réponses aux questions telles que : comment doit-on agir ? Pourquoi doit-on agir de telle ou telle façon ?</p> <p><b>Morale</b> Conception du bien et du mal et les règles de conduite qui en découlent</p> <p><b>Us et coutumes</b> Ensemble des comportements usuels dans une culture ou une société donnée.</p> <p><b>Droit</b> Ensemble des normes édictées par un Etat et pouvant être imposées par la force.</p>	
Droit, connaissances de base Notre ordre juridique	Question 2	Droit, connaissances de base	Réponse 2
<p>Quelle est la différence entre le droit public et le droit privé ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>		<p><b>Le droit public</b> régit, d'une part, les relations entre les collectivités publiques (Confédération, canton, commune) et, d'autre part, les relations entre ces collectivités publiques et les personnes privées (particuliers).</p> <p><b>Le droit privé</b> (ou droit civil) régit les relations entre les personnes privées (les particuliers), celles-ci étant situées sur un même plan juridique.</p>	
Droit, connaissances de base Notre ordre juridique	Question 3	Droit, connaissances de base	Réponse 3
<p>Quelle est la différence entre droit impératif et droit supplétif ? Donnez deux exemples de l'un et de l'autre.</p> <p>© Schatz Verlag</p>		<p><b>Droit impératif</b> Les règles impératives sont celles auxquelles les personnes ne peuvent pas déroger, même d'un commun accord.</p> <p>Exemples : le contrat d'apprentissage doit revêtir la forme écrite ; le contrat-type de travail (auquel il ne peut être dérogé en défaveur du travailleur). Voir la liste de CO 361 (heures de travail supplémentaires, paiement du salaire pendant les vacances, résiliation du contrat de travail, etc.)</p> <p><b>Droit supplétif</b> Les règles supplétives sont celles qui peuvent être écartées par convention. Elles s'appliquent donc uniquement à défaut d'accord contraire.</p> <p>Exemples : dans le contrat de vente, la réglementation des frais de délivrance et de transport de la marchandise.</p>	

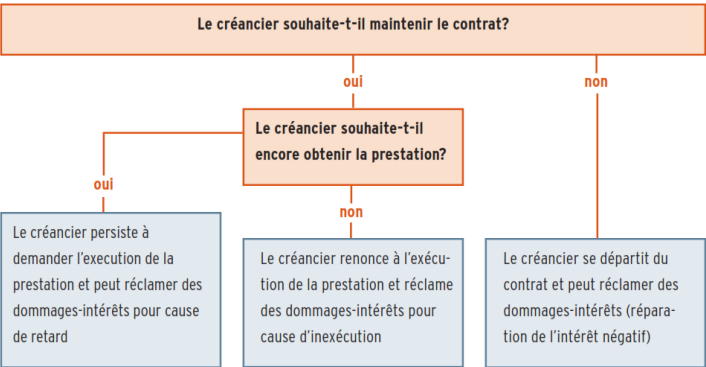
Droit, connaissances de base Notre ordre juridique	Question 4	Droit, connaissances de base	Réponse 4
<p>Citer cinq droits fondamentaux figurant dans la Constitution fédérale et reflétant des valeurs morales.</p> <p>© Schatz Verlag</p>			<p>la dignité humaine (Cst. 7)</p> <p>l'égalité de droit (Cst. 8)</p> <p>le droit à la vie et à la liberté personnelle (Cst. 10)</p> <p>la liberté de croyance et de religion (Cst. 15)</p> <p>la liberté d'opinion et d'information (Cst. 16)</p>
Droit, connaissances de base Notre ordre juridique	Question 5	Droit, connaissances de base	Réponse 5
<p>Citer trois principes importants du droit privé et les expliquer.</p> <p>© Schatz Verlag</p>			<p><b>Principe de la bonne foi (CC 2 I)</b> Chacun est tenu de se comporter de manière loyale</p> <p><b>Pouvoir d'appréciation du juge (CC 4)</b> Le juge applique les règles du droit et de l'équité, lorsque la loi réserve son pouvoir d'appréciation ou qu'elle le charge de prononcer en tenant compte soit des circonstances, soit de justes motifs.</p> <p><b>Fardeau de la preuve (CC 8)</b> Chaque partie doit prouver les faits qu'elle allègue pour en déduire son droit.</p>
Droit, connaissances de base Notre ordre juridique	Question 6	Droit, connaissances de base	Réponse 6
<p>Indiquer l'ordre hiérarchique entre les textes normatifs suivants : lois, règlements, constitution, ordonnances</p> <p>© Schatz Verlag</p>			<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Constitution</li> <li>2. Loi</li> <li>3. Ordonnances/règlements</li> </ol>

Droit, connaissances de base Notre ordre juridique	Question 7	Droit, connaissances de base	Réponse 7
<p>On résout un cas de droit en confrontant un état de fait avec les conditions d'application d'une norme juridique, afin d'en dériver une conséquence juridique.</p> <p>Quelles sont les questions typiques à se poser en relation avec ces trois étapes ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>		<p>ETAT DE FAIT : <b>Que s'est-il passé ?</b></p> <p>CONDITIONS D'APPLICATION DE LA NORME : <b>Que prévoit la loi dans un cas tel que celui-ci ?</b></p> <p>CONSÉQUENCE JURIDIQUE : <b>Quelle est la situation juridique pour cet état de fait particulier ?</b></p>	
Droit, connaissances de base Notre ordre juridique	Question 8	Droit, connaissances de base	Réponse 8
<p>Quelles sont les cinq grandes sections du Code civil ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>		<p>le droit des personnes</p> <p>le droit de la famille</p> <p>le droit des successions</p> <p>les droits réels</p> <p>le droit des obligations</p>	
Droit, connaissances de base Droit des obligations	Question 9	Droit, connaissances de base	Réponse 9
<p>Définir le terme « obligation » au sens juridique.</p> <p>© Schatz Verlag</p>		<p>L'obligation est le lien de droit entre deux personnes en vertu duquel l'une d'elles est tenue envers l'autre d'exécuter une prestation.</p> <div><div><p><b>Débiteur</b></p><p>Le débiteur doit exécuter une prestation vers le créancier</p></div><p><b>Obligation</b></p><div><p><b>Créancier</b></p><p>Le créancier est en droit d'exiger une prestation de la part du débiteur</p></div></div>	

Droit, connaissances de base Droit des obligations	Question 10	Droit, connaissances de base	Réponse 10
<p>Quelles sont les principales sources d'obligations ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les contrats</li> <li>• Les actes illicites</li> <li>• L'enrichissement illégitime</li> </ul>
Droit, connaissances de base Droit des obligations	Question 11	Droit, connaissances de base	Réponse 11
<p>Indiquer les différentes formes possibles de contrats et donner un exemple pour chacune d'elles.</p> <p>© Schatz Verlag</p>			<p><b>Forme orale / actes concluants</b> La plupart des contrats sont des contrats non formels. Ils peuvent donc être conclus oralement, voire de manière tacite. Exemple : achat d'un journal en libre service dans une caissette.</p> <p><b>Forme écrite</b> Le contenu du contrat doit être fixé par écrit et signé par toutes les parties. Exemple : contrat de crédit à la consommation</p> <p><b>Forme écrite qualifiée</b> Forme écrite avec des exigences supplémentaires. Exemple : dans le contrat de cautionnement, certaines parties doivent être écrites de la main de la caution, notamment le montant à hauteur duquel elle cautionne.</p> <p><b>Forme écrite authentique</b> La forme authentique simple requiert la signature des parties, mais également celle d'un officier public (notaire, dans les cantons romands). Exemple: contrat de mariage La forme authentique requiert, en plus, la signature de deux témoins. Exemple : testament public</p>
Droit, connaissances de base Droit des obligations	Question 12	Droit, connaissances de base	Réponse 12
<p>Quelle est la condition minimale pour qu'un contrat soit conclu ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>			<p>Les parties doivent avoir échangé des <b>manifestations de volonté réciproques et concordantes sur tous les points essentiels.</b></p>

<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 13</b> <b>Droit des obligations</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 13</b>
<p>Si une partie veut se libérer d'un contrat valablement conclu, elle doit établir qu'elle se trouvait dans un cas de lésion ou de vice du consentement.</p> <p>Quels sont ces vices du consentement ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>On fait la distinction entre:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>L'erreur essentielle :</b>  erreur de déclaration (CO 24 I ch. 1–3)  ou  erreur de base (CO 24 I ch. 4)  (N.B. : l'erreur sur les motifs (CO 24 II) n'est pas essentielle)</li> <li>• <b>Le dol (CO 28)</b></li> <li>• <b>La crainte fondée (CO 29)</b></li> </ul>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 14</b> <b>Droit des obligations</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 14</b>
<p>On appelle acte illicite un acte contraire au droit et qui porte atteinte aux intérêts autrui. Celui qui répond d'un tel acte est tenu de réparer le dommage causé à autrui, en lui versant des dommages-intérêts.</p> <p>On désigne par responsabilité civile cette responsabilité pour acte illicite.</p> <p>Quels sont les deux grands types de responsabilité civile ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Responsabilité pour faute ou responsabilité délictuelle (CO 41)</p> <p>Responsabilités objectives (ou causales)</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 15</b> <b>Droit des obligations</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 15</b>
<p>Quelles conditions doivent être remplies dans le cas de la responsabilité pour faute ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Dommage</li> <li>– Illicéité</li> <li>– Faute</li> <li>– Lien de causalité naturel et adéquat</li> </ul>

<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 16</b> <b>Droit des obligations</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 16</b>
<p>Expliquer la différence entre responsabilité causale et responsabilité pour faute et citer un exemple de chacune d'elles.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p><b>Responsabilité pour faute (ou délictuelle)</b>  C'est le régime général de la responsabilité civile. Il requiert que l'acte illicite ait été la conséquence soit d'un acte intentionnel, soit d'une négligence.</p> <p>Exemple : dans un magasin de porcelaine, quelqu'un heurte par mégarde un vase qui se brise.</p> <p><b>Responsabilité causale</b>  Ce sont des régimes spéciaux de responsabilité civile. Ils dérogent au régime général dans la mesure où la faute n'est pas une condition de la responsabilité. Il suffit qu'une situation de fait, définie par la loi, soit réalisée.</p> <p>Exemples : responsabilité des parents pour un dégât causé par leur enfant mineur, responsabilité du détenteur d'un animal, du propriétaire d'un bâtiment, du détenteur d'un véhicule automobile.</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 17</b> <b>Droit des obligations</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 17</b>
<p>Quelles sont les trois situations typiques de l'enrichissement illégitime ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Enrichissement reposant sur une cause non valable</li> <li>• Enrichissement reposant sur une cause qui ne s'est pas réalisée</li> <li>• Enrichissement reposant sur une cause qui a cessé d'exister</li> </ul>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 18</b> <b>Droit des obligations</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 18</b>
<p>Quels sont les différents problèmes qu'on peut rencontrer lors de l'exécution des obligations ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<div data-bbox="804 1615 1501 1843"> <p style="text-align: center;"><b>Problèmes lors de l'exécution des obligations</b></p> <div> <div> <p><b>Du côté du débiteur</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Exécution impossible, par la faute du débiteur (CO 97)</li> <li>→ Mauvaise exécution (CO 97)</li> <li>→ Exécution impossible, sans faute du débiteur (CO 119)</li> <li>→ Retard dans l'exécution (demeure du débiteur, CO 102 ss)</li> </ul> </div> <div> <p><b>Du côté du créancier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Demeure du créancier (CO 91 ss)</li> </ul> </div> </div> </div>

<b>Droit, connaissances de base    Question 19</b> <b>Droit des obligations</b>	<b>Droit, connaissances de base    Réponse 19</b>
<p>Quelles sont les différentes options dont dispose le créancier en cas de demeure qualifiée du débiteur ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	 <pre> graph TD     A[Le créancier souhaite-t-il maintenir le contrat?] -- oui --&gt; B[Le créancier souhaite-t-il encore obtenir la prestation?]     A -- non --&gt; C[Le créancier se départit du contrat et peut réclamer des dommages-intérêts (réparation de l'intérêt négatif)]     B -- oui --&gt; D[Le créancier persiste à demander l'exécution de la prestation et peut réclamer des dommages-intérêts pour cause de retard]     B -- non --&gt; E[Le créancier renonce à l'exécution de la prestation et réclame des dommages-intérêts pour cause d'inexécution] </pre>
<b>Droit, connaissances de base    Question 20</b> <b>Droit des obligations</b>	<b>Droit, connaissances de base    Réponse 20</b>
<p>D'après le CO, quel est le délai ordinaire de prescription pour les obligations ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Toutes les créances se prescrivent par <b>dix ans</b> lorsque le droit civil fédéral n'en dispose pas autrement.</p>
<b>Droit, connaissances de base    Question 21</b> <b>Droit des personnes</b>	<b>Droit, connaissances de base    Réponse 21</b>
<p>Que veut dire cette phrase : « Les personnes sont <b>les acteurs</b> de notre ordre juridique » ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Les personnes prennent part à la vie juridique et sont <b>titulaires de droits et d'obligations</b>.</p>

<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 22</b> <b>Droit des personnes</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 22</b>
<p>Expliquer la différence entre personne physique et personne morale.</p> <p>Citer trois types de personnes morales.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p><b>Les personnes physiques</b> sont les êtres humains.</p> <p><b>Les personnes morales</b> sont des entités abstraites. Elles sont fondées par un acte juridique. Exemples : association, fondation, société anonyme, société à responsabilité limitée, société coopérative</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 23</b> <b>Droit des personnes</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 23</b>
<p>Qui a la jouissance des droits civils ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p><b>Toute personne</b> jouit des droits civils, c'est-à-dire est apte à devenir sujet de droits et d'obligations (CC 11).</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 24</b> <b>Droit des personnes</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 24</b>
<p>Qui a l'exercice des droits civils ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Pour qu'une personne puisse accomplir des actes juridiques, et ainsi <b>acquérir des droits et assumer des obligations</b>, elle doit être majeure et capable de discernement (CC 13). La <b>majorité</b> est fixée à 18 ans révolus (CC 14). La <b>capacité de discernement</b> est la faculté d'agir raisonnablement (CC 16).</p>

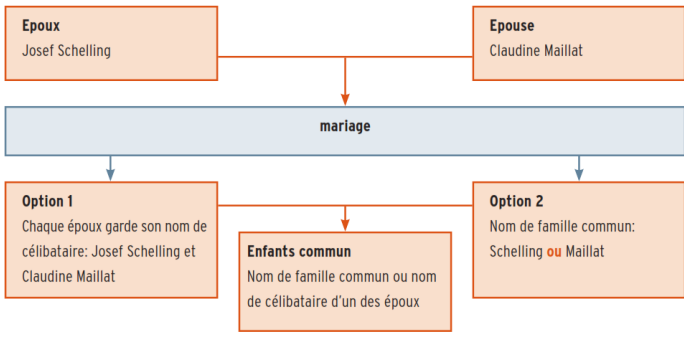


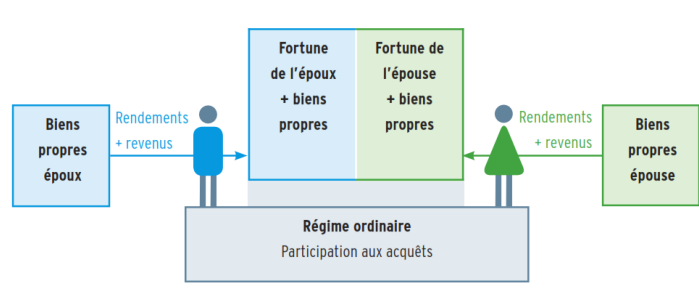
Droit, connaissances de base Droit des personnes		Question 25	Droit, connaissances de base	Réponse 25
		On peut distinguer trois degrés dans la capacité civile. Lesquels ?		<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Pleine capacité civile (CC 13)</b></li><li>• <b>Capacité civile partielle des mineurs et interdits capables de discernement (CC 19)</b></li><li>• <b>Incapacité civile complète (CC 17)</b></li></ul>
© Schatz Verlag				
Droit, connaissances de base Droit des personnes		Question 26	Droit, connaissances de base	Réponse 26
		Expliquer les notions suivantes :		<p><b>Jouissance des droits civils</b> Aptitude à devenir sujet de droits et d'obligations. Toute personne jouit des droits civils.</p> <p><b>Capacité de discernement</b> Faculté d'agir raisonnablement, d'appréhender les conséquences de ses actes.</p> <p><b>Majorité</b> La majorité est fixée à 18 ans révolus.</p> <p><b>Exercice des droits civils</b> Capacité d'accomplir des actes juridiques et ainsi d'acquérir des droits et d'assumer des obligations. Conditions : être majeur et capable de discernement.</p> <p><b>Capacité civile restreinte</b> C'est la situation des mineurs et des interdits capables de discernement. Ils peuvent s'engager par leurs propres actes, mais avec le consentement de leur représentant légal.</p>
© Schatz Verlag				
Droit, connaissances de base Droit des personnes		Question 27	Droit, connaissances de base	Réponse 27
		Quelle est la différence entre les "droits de la personnalité" en droit civil et les droits fondamentaux garantis par la Constitution fédérale (art. 7 ss) ?		Tandis que ces derniers visent avant tout à protéger l'individu contre les interventions de l'Etat ( <b>effet vertical</b> ), les droits de la personnalité régissent essentiellement les rapports de droit privé ( <b>effet horizontal</b> ).
© Schatz Verlag				

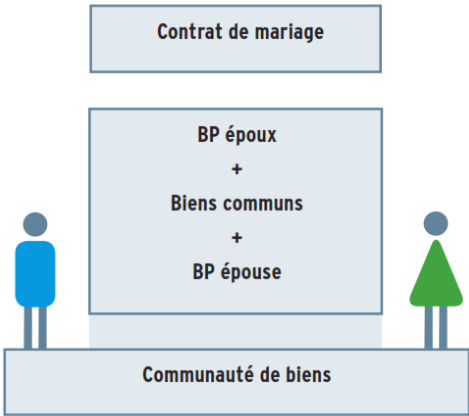
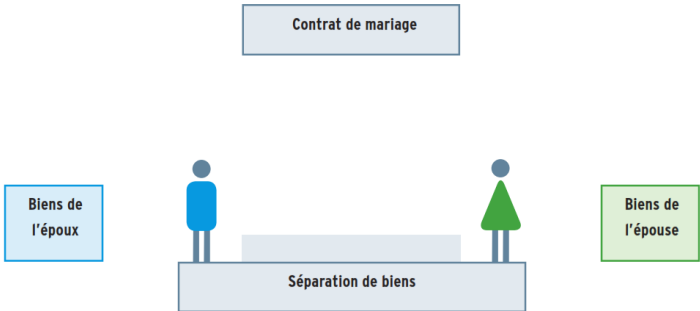
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 28</b> <b>Droit des personnes</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 28</b>
<p>Les personnes morales ont-elles également des droits de la personnalité ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Les personnes morales jouissent également de droits de la personnalité, dans la mesure où elles ont des intérêts similaires à ceux des êtres humains (p.ex. l'intérêt à la protection de leur nom).</p> <p>Cependant, ils ne peuvent pas bénéficier de droits spécifiquement humains, comme le droit à la vie.</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 29</b> <b>Droit des personnes</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 29</b>
<p>Quelles sont les caractéristiques importantes des droits de la personnalité ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>1 Ils sont strictement personnels</p> <p>2 Ils sont absolus</p> <p>3 Ils sont inaliénables</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 30</b> <b>Droit des personnes</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 30</b>
<p>Que signifie le terme " <b>sphère privée</b> " ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>L'idée générale est que toute personne a le droit de s'opposer à ce qu'on interfère dans sa vie privée et à ce qu'on révèle des faits relevant de sa vie privée.</p> <p>Entrent en particulier dans la sphère privée la santé (physique et mentale), les relations et l'orientation sexuelles, la confession religieuse, les conflits de famille, l'appartenance à une association.</p> <p>L'image et la voix en font également partie.</p>

<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 31</b> <b>Droit des personnes</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 31</b>
<p>Quels moyens juridiques existent pour la protection de la personnalité ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p><b>Actions défensives</b></p> <p>L'art. 28a al. 1 CC permet ainsi de demander au juge :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ d'interdire une atteinte illicite, si elle est imminente ;</li> <li>→ de la faire cesser, si elle dure encore ;</li> <li>→ d'en constater le caractère illicite, si le trouble qu'elle a créé subsiste.</li> </ul> <p>La victime peut aussi ouvrir une action <b>en réparation</b>.</p> <p><b>Le droit de réponse</b></p> <p><b>La protection contre les engagements excessifs</b></p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 32</b> <b>Protection des données</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 32</b>
<p>Sur quelle base juridique la protection des données est-elle fondée ?</p> <p>Quel est le but de cette législation ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>C'est en 1992 qu'a été adoptée <b>la loi fédérale sur la protection des données (LPD)</b>. Elle a subi plusieurs révisions, dont une révision majeure en 2023</p> <p>La LPD est complétée par une ordonnance d'application (<b>Ordonnance relative à la loi fédérale sur la protection des données, OLPD</b>), ainsi par que des lois cantonales.</p> <p>Le <b>but de la LPD</b> est de protéger la personnalité et les droits fondamentaux des personnes qui font l'objet d'un traitement de données.</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 33</b> <b>Protection des données</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 33</b>
<p>Quelles règles un sous-traitant de données doit-il légalement s'engager à respecter ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Le devoir d'informer la personne concernée lors de la collecte de données</li> <li>→ L'obligation de traiter les données dans le but indiqué lors de leur collecte</li> <li>→ Le devoir de rendre reconnaissable pour la personne concernée la collecte des données et la finalité du traitement</li> <li>→ Le principe de proportionnalité, qui oblige à se limiter aux données indispensables pour atteindre le but poursuivi</li> <li>→ Le principe de sécurité des données, tant par des mesures organisationnelles que par des mesures techniques</li> </ul>

<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 34</b> <b>Protection des données</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 34</b>
<p>Que couvre l'obligation d'un sous-traitant de données de fournir des informations ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Le maître du fichier devra communiquer :</p> <p>→ toutes les données la concernant qui sont contenues dans le fichier, y compris les informations disponibles sur l'origine des données ;</p> <p>→ le but et éventuellement la base juridique du traitement, les catégories de données personnelles traitées, de participants au fichier et de destinataires des données.</p> <p>Ces renseignements doivent être fournis gratuitement et par écrit.</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 35</b> <b>Protection des données</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 35</b>
<p>Dans quels cas une violation de la personnalité en rapport avec des données n'est-elle pas illégale ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p><b>En cas d'intérêt prépondérant</b></p> <p>Un intérêt prépondérant pourra être, par exemple, le fait que les données traitées sont en relation avec l'exécution d'un contrat (contrat de travail, mandat donné à un avocat, etc.).</p> <p>Un motif justificatif légal pourra être, par exemple, le droit des enquêteurs de police et des tribunaux de consulter ou réclamer certaines données (casier judiciaire, relevés de télécommunications, données d'accès à Internet, etc.).</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 36</b> <b>Le droit de la famille</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 36</b>
<p>Parmi les étapes suivantes de l'histoire d'un couple, lesquelles sont régies par la loi ?</p> <p>Concubinage Fiançailles Mariage civil Mariage religieux Divorce</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Sont régis par la loi :</p> <p>Concubinage :      non Fiançailles :      oui Mariage civil :      oui Mariage religieux : non Divorce :      oui</p>

<b>Droit, connaissances de base      Question 37</b> <b>Le droit de la famille</b>	<b>Droit, connaissances de base      Réponse 37</b>
<p>Décrire notre droit du nom à partir de l'exemple suivant :</p> <p>Joseph Schelling et Claudine Maillat se marient. Quels noms porteront les conjoints ? Et leurs enfants ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	 <pre> graph TD     A[Epoux Josef Schelling] --- B[Epouse Claudine Maillat]     A --&gt; C[mariage]     B --&gt; C     C --&gt; D[Option 1 Chaque époux garde son nom de célibataire: Josef Schelling et Claudine Maillat]     C --&gt; E[Option 2 Nom de famille commun: Schelling ou Maillat]     D --&gt; F[Enfants commun Nom de famille commun ou nom de célibataire d'un des époux]     E --&gt; F   </pre>
<b>Droit, connaissances de base      Question 38</b> <b>Le droit de la famille</b>	<b>Droit, connaissances de base      Réponse 38</b>
<p>Expliquer le terme « concubinage ».</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>On parle de concubinage lorsque deux personnes font ménage commun sans être mariées.</p>
<b>Droit, connaissances de base      Question 39</b> <b>Le droit de la famille</b>	<b>Droit, connaissances de base      Réponse 39</b>
<p>Quelle est la différence entre :</p> <p>le divorce sur requête commune et</p> <p>le divorce sur demande unilatérale?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p><b>Divorce sur requête commune</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les deux époux manifestent le souhait de divorcer</li> <li>ils se sont mis d'accord sur les effets du divorce ; en cas d'accord seulement partiel, ils confient au juge le soin de régler les points sur lesquels subsiste un désaccord</li> </ul> <p><b>Divorce sur demande unilatérale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un seul des époux souhaite divorcer</li> <li>l'époux peut déposer une demande unilatérale lorsque les conjoints ont vécu séparés pendant deux ans au moins</li> </ul>

<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 40</b> <b>Le droit de la famille</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 40</b>
<p>Quelles sont les alternatives au divorce ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Outre le divorce, il y a :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>la suspension de la vie commune (CC 175)</b></li> <li>• <b>la séparation de corps (CC 117)</b></li> </ul>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 41</b> <b>Le droit de la famille</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 42</b>
<p>Le droit suisse connaît trois régimes matrimoniaux. Lesquels ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>la participation aux acquêts</b> (régime ordinaire, auxquels sont soumis tous les époux qui n'ont pas conclu de contrat de mariage)</li> <li>• <b>la séparation de biens</b> (nécessite un contrat de mariage)</li> <li>• <b>la communauté de biens</b> (nécessite un contrat de mariage)</li> </ul>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 42</b> <b>Le droit de la famille</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 42</b>
<p>A quel régime matrimonial sont d'office soumis les époux en l'absence de contrat de mariage ?</p> <p>Quelles sont ses caractéristiques ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>La participation aux acquêts (CC 196 ss)</p> 

<b>Droit, connaissances de base      Question 43</b> <b>Le droit de la famille</b>	<b>Droit, connaissances de base      Réponse 43</b>
<p>Quelles sont les caractéristiques de la communauté de biens ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>La communauté de biens (CC 221 ss)</p> 
<b>Droit, connaissances de base      Question 44</b> <b>Le droit de la famille</b>	<b>Droit, connaissances de base      Réponse 44</b>
<p>Quelles sont les caractéristiques de la séparation de biens ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>La séparation de biens (CC 247 ss) :</p> 
<b>Droit, connaissances de base      Question 45</b> <b>Le droit de la famille</b>	<b>Droit, connaissances de base      Réponse 45</b>
<p>Quels types de curatelle peut-on distinguer ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Curatelle d'accompagnement (art. 393 CC)</li> <li>• Curatelle de représentation (art. 394 CC)</li> <li>• Curatelle de coopération (art. 396 CC)</li> <li>• Curatelle de portée générale (art. 398 CC)</li> </ul>

Droit, connaissances de base Le droit de la famille	Question 46	Droit, connaissances de base	Réponse 46
Citer six effets importants du mariage pour les époux.		Les époux <ul style="list-style-type: none"><li>• se doivent mutuellement fidélité et assistance</li><li>• s'engagent à assurer la prospérité de l'union conjugale</li><li>• s'engagent à pourvoir ensemble à l'éducation des enfants et à l'entretien de la famille</li><li>• choisissent ensemble la demeure commune</li><li>• tiennent compte l'un de l'autre et des intérêts de l'union conjugale dans le choix et l'exercice de leur profession</li><li>• peuvent chacun exiger de l'autre qu'il le renseigne sur ses revenus, ses biens et ses dettes</li></ul>	
© Schatz Verlag			
Droit, connaissances de base Les successions	Question 47	Droit, connaissances de base	Réponse 47
Indiquer quelques principes de base régissant le partage successoral.		Les héritiers forment une <b>communauté</b> , où les décisions doivent être prises à l' <b>unanimité</b> .  Les biens sont estimés à leur <b>valeur vénale</b> au jour du partage.  Chaque héritier peut en principe demander le partage <b>en tout temps</b> .  Le conjoint survivant bénéficie d'un <b>droit préférentiel</b> à l'attribution du <b>logement</b> et du <b>mobilier de ménage</b> .	
© Schatz Verlag			
Droit, connaissances de base Les successions	Question 48	Droit, connaissances de base	Réponse 48
Qu'est-ce que la réserve successorale ?		Par testament ou pacte successoral, une personne peut répartir sa succession de manière différente de celle prévue par la loi. Toutefois, elle devra obligatoirement laisser une part déterminée à certains héritiers. Cette part, fixée par la loi, est appelée <b>la réserve</b> et les héritiers concernés sont dits réservataires.  La fraction de la succession dont une personne peut disposer librement par testament s'appelle <b>la quotité disponible</b> .	
© Schatz Verlag			



## Droit, connaissances de base Les successions

### Question 49

Indiquer la réserve successorale

- du conjoint survivant
- des enfants

Quelle est alors la quotité disponible ?

© Schatz Verlag

## Droit, connaissances de base

### Réponse 49

Héritiers	Part héréditaire légale	Réserve légale	Quotité disponible
Conjoint + descendants	$\frac{1}{2}$ $\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$ $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
Descendants uniquement	$\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$
Conjoint + parents	$\frac{3}{4}$ $\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2} \times \frac{3}{4} = \frac{3}{8}$ -	$\frac{5}{8}$
Conjoint uniquement	$\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$
Un ou deux parents uniquement	$\frac{1}{2}$	-	$\frac{1}{2}$
Conjoint + frères/sœurs	$\frac{3}{4}$ $\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2} \times \frac{3}{4} = \frac{3}{8}$ -	$\frac{5}{8}$
Un parents + des frères/sœurs	$\frac{1}{2}$ $\frac{1}{2}$	- -	$\frac{1}{2}$
Uniquement des frères/sœurs ou leurs descendants	$\frac{1}{2}$	-	$\frac{1}{2}$
Grands-parents ou leurs descendants	$\frac{1}{2}$	-	$\frac{1}{2}$

## Droit, connaissances de base Les successions

### Question 50

Quelles sont les trois formes de testament possibles ? Expliquer les différences entre ces formes.

© Schatz Verlag

## Droit, connaissances de base

### Réponse 50

#### Testament olographe

Le testament doit être entièrement rédigé à la main et se terminer par la date et la signature du testateur.

#### Testament public

Il est reçu par un notaire, avec le concours de deux témoins. Avantages: garantie que le testament est formellement valable, conforme à la loi et déposé en lieu sûr.

#### Testament oral

Le testament peut être fait en la forme orale, lorsque, par suite de circonstances extraordinaires, le disposant est empêché de tester dans une autre forme (par exemple, en cas de danger de mort imminent).

Le testateur déclare ses dernières volontés à deux témoins, qu'il charge d'en dresser ou faire dresser acte.

## Droit, connaissances de base Les successions

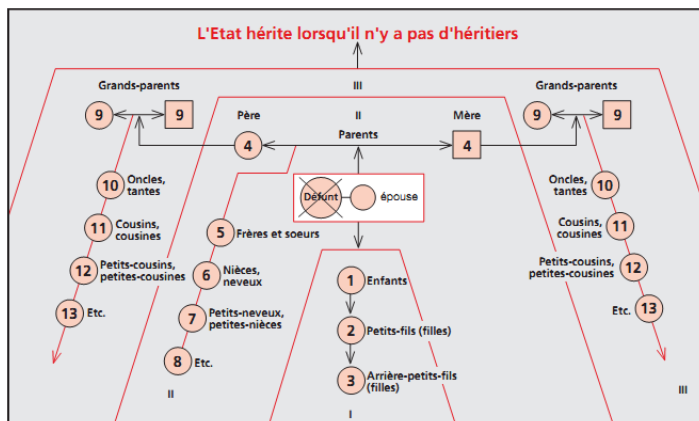
### Question 51

Expliquer le système des parentèles en droit des successions.

© Schatz Verlag

## Droit, connaissances de base

### Réponse 51



Droit, connaissances de base Les droits réels	Question 52	Droit, connaissances de base	Réponse 52
<p>Quel est l'objet des droits réels ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Les droits réels sont les droits subjectifs (c'est-à-dire dont sont titulaires des sujets de droit) portant sur des <b>choses</b>, autrement dit des <b>biens matériels</b> (meubles ou immeubles). Les biens immatériels (ou droit de propriété intellectuelle) sont régis par des lois spéciales.</p>	Droit, connaissances de base	Réponse 53
<p>Qu'est-ce que le droit de propriété ? Peut-il être exercé sans aucune limite ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Le propriétaire d'une chose a le droit d'en disposer librement, dans les limites de la loi. (CC 641)</p>	Droit, connaissances de base	Question 54
<p>Expliquer la différence entre la propriété commune et la copropriété.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p><b>Propriété commune :</b> Dans le cas de la propriété commune, le titulaire du droit de propriété est une communauté de personnes, par exemple celle que forment les héritiers jusqu'au moment du partage. En principe, toutes les décisions concernant la chose doivent être prises à l'unanimité (CC 653 II). Aussi longtemps que dure la communauté, ses membres ne peuvent pas disposer (vendre, par exemple) de leur quote-part.</p> <p><b>Copropriété :</b> Ici, la propriété de la chose appartient non pas à une communauté (prise comme un tout), mais à plusieurs personnes, chacune pour une quote-part. Les décisions importantes se prennent à la majorité. Chaque copropriétaire peut librement disposer de sa part de copropriété (par exemple il peut la vendre ou la mettre en gage, CC 646 III). Un règlement de copropriété peut cependant prévoir autre chose (par exemple une approbation par la majorité des copropriétaires).</p>	Droit, connaissances de base	Réponse 54

<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 55</b> <b>Les droits réels</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 55</b>
<p>Expliquer la phrase : « Le registre foncier remplit la même fonction pour les immeubles que la possession pour les biens mobiliers ».</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Pour les biens mobiliers, le transfert de la propriété a lieu au moment du transfert de la possession. Pour les immeubles, le transfert de la propriété a lieu au moment où le nouveau propriétaire est inscrit au registre foncier.</p> <p>De la même façon que le possesseur d'une chose mobilière est présumé en être le propriétaire, celui qui est inscrit comme propriétaire d'un immeuble au registre foncier est présumé être le légitime propriétaire.</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 56</b> <b>Les droits réels</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 56</b>
<p>Quelle est la différence entre la propriété mobilière et la propriété foncière, du point de vue objet et acquisition de la propriété ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p><b>Propriété mobilière</b>  Elle concerne les choses pouvant être transportées d'un lieu dans un autre, ainsi que les forces naturelles susceptibles d'appropriation.  Acquisition : par transfert de la possession.  Exceptions : acquisition de la propriété par occupation d'une chose sans maître ou d'un objet perdu (dans ce dernier cas, on acquiert la propriété après cinq ans de possession).</p> <p><b>Propriété foncière</b>  Elle concerne les immeubles (c'est-à-dire les biens-fonds, les bâtiments et les parts de copropriété d'un immeuble, les mines).  Acquisition : par inscription au registre foncier.  Exceptions : acquisition d'un immeuble par occupation, succession, formation de terres utilisables, héritage.</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 57</b> <b>La vente et l'échange</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 57</b>
<p>Définir le contrat de vente.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Par le contrat de vente, le vendeur s'oblige à <b>livrer la chose</b> vendue à l'acheteur et à lui en transférer la propriété, moyennant <b>un prix</b> que l'acheteur s'engage à lui <b>payer</b>.</p>

Droit, connaissances de base La vente et l'échange		Question 58	Droit, connaissances de base	Réponse 58
		Quelle est la différence entre les offres fermes (ou offres au sens juridique) et les propositions sans engagement (offres au sens courant) ?		<p><b>Offres :</b> Le vendeur est lié (en cas d'acceptation de l'offre, le contrat est conclu). Exemples : Offre orale, offre écrite, exposition de marchandise (p.ex. en vitrine) avec indication du prix.</p> <p><b>Propositions sans engagement :</b> Le vendeur n'est pas lié. Il peut donc, par exemple, modifier le prix à tout moment. Exemples : listes de prix, tarifs, catalogues, prospectus, annonces publicitaires.</p>
© Schatz Verlag				
Droit, connaissances de base La vente et l'échange		Question 59	Droit, connaissances de base	Réponse 59
		Quelles conditions doivent être remplies pour que l'acheteur puisse exercer son droit à la garantie ?		<ul style="list-style-type: none"><li>• La chose vendue est défectueuse</li><li>• L'acheteur ignorait l'existence du défaut au moment de la conclusion du contrat</li><li>• Le contrat ne contient pas de clause d'exclusion de garantie</li><li>• L'acheteur a vérifié la chose lors de la livraison</li><li>• Dès la découverte du défaut, l'acheteur a immédiatement avisé le vendeur</li></ul>
© Schatz Verlag				
Droit, connaissances de base La vente et l'échange		Question 60	Droit, connaissances de base	Réponse 60
		Quelles sont les options dont dispose l'acheteur lorsque la marchandise vendue est défectueuse ?		<ul style="list-style-type: none"><li>• Résolution de la vente (restitution de la marchandise et remboursement du prix), si le défaut est grave</li><li>• Réduction du prix, si le défaut est de moindre importance</li><li>• Remplacement de la chose vendue, s'il s'agit d'une chose de genre</li></ul>
© Schatz Verlag				

Droit, connaissances de base La vente et l'échange		Question 61	Droit, connaissances de base	Réponse 61
A quelles conditions un contrat de vente est-il conclu ?			Un contrat de vente est conclu lorsque les parties se sont <b>mises d'accord sur tous les éléments essentiels du contrat</b> . L'accord doit porter au minimum sur la nature du contrat (vente, et non prêt, donation, etc.), la chose vendue et le prix.  Les points secondaires peuvent faire l'objet d'un accord ultérieur. A défaut d'accord, c'est le juge qui devra compléter le contrat.	
© Schatz Verlag				
Droit, connaissances de base La vente et l'échange		Question 62	Droit, connaissances de base	Réponse 62
Qu'appelle-t-on un corps certain ? Quand a lieu le transfert des profits et des risques, lorsque la vente porte sur un corps certain ?			Un <b>corps certain</b> est une <b>chose unique</b> , que les parties ont désignée précisément, par exemple une œuvre d'art.  Les profits et les risques de la chose passent à l'acquéreur dès la conclusion du contrat.	
© Schatz Verlag				
Droit, connaissances de base La vente et l'échange		Question 63	Droit, connaissances de base	Réponse 63
Qu'appelle-t-on une chose fongible ou chose de genre ? Quand a lieu le transfert des profits et des risques lorsque la vente porte sur une chose de genre ?			Les <b>choses fongibles</b> ou <b>choses de genre</b> sont des choses <b>interchangeables</b> les unes par rapport aux autres (par exemple 1 kg de pommes de terre, 5 mètres de tissu)  Les profits et les risques de la chose passent à l'acquéreur dès que la marchandise a été individualisée (par exemple mise de côté pour l'acheteur sur le lieu de vente).  En cas de vente à distance, il faut encore que le vendeur s'en soit dessaisi. Autrement dit, les profits et les risques passent alors à l'acquéreur dès le moment de l'expédition.	
© Schatz Verlag				

Droit, connaissances de base La vente et l'échange	Question 64	Droit, connaissances de base	Réponse 64
<p>Combien de temps les factures et quittances doivent-elles être conservées ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>			<p>Selon les cas, les factures et quittances doivent être conservées jusqu'à l'échéance du délai de prescription. Selon les cas, ce sera <b>5 ou 10 ans</b>, pour autant cependant que la prescription n'ait pas été interrompue ou suspendue (cf. CO 127 ss).</p>
Droit, connaissances de base La vente et l'échange	Question 65	Droit, connaissances de base	Réponse 65
<p>Donner trois exemples d'immeubles au sens de la loi.</p> <p>© Schatz Verlag</p>			<p>Sont des immeubles, au sens de la loi (CC 655) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les biens-fonds (autrement dit les terrains et les constructions édifiées dessus)</li> <li>• les parts de copropriété d'un immeuble (par exemple les parts de propriété par étage)</li> <li>• les mines</li> </ul>
Droit, connaissances de base La vente et l'échange	Question 66	Droit, connaissances de base	Réponse 66
<p>Quelles sont les formalités à accomplir lors d'une vente immobilière ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>			<p>La vente immobilière n'est valable que si elle est faite <b>par acte authentique (devant notaire)</b>.</p> <p>En outre, le transfert de propriété doit être <b>inscrit au registre foncier</b>, l'acheteur ne devenant formellement propriétaire qu'à la date de son inscription.</p>

<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 67</b> <b>La vente et l'échange</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 67</b>
<p>Que peut faire l'acheteur en cas de demeure du vendeur ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'acheteur peut persister à réclamer la livraison de la marchandise et demander des dommages-intérêts (pour autant qu'il ait subi un dommage à cause de la livraison tardive)</li> <li>• Il peut également fixer un délai convenable au vendeur pour s'exécuter (délai de grâce) et, si la marchandise n'a toujours pas été livrée à l'échéance de ce délai : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renoncer à l'exécution et réclamer des dommages-intérêts pour cause d'inexécution</li> <li>- Se départir du contrat et demander la réparation du dommage résultant de la caducité du contrat</li> </ul> </li> </ul>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 68</b> <b>La vente et l'échange</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 68</b>
<p>Citer trois prescriptions importantes de la LCC visant à protéger le consommateur.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• droit de révocation pendant les 7 jours suivant la réception de la copie du contrat</li> <li>• le prêteur doit examiner la capacité du consommateur</li> <li>• taux d'intérêt maximal (12% actuellement)</li> </ul>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 69</b> <b>Les contrats d'usage</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 69</b>
<p>Quels sont les contrats d'usage les plus courants ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bail à loyer</li> <li>• Bail à ferme</li> <li>• Prêt à usage</li> <li>• Prêt de consommation</li> <li>• Leasing</li> </ul>

Droit, connaissances de base Les contrats d'usage		Question 70	Droit, connaissances de base	Réponse 70
Expliquer en quoi consiste le contrat de bail à loyer ?   <				



Droit, connaissances de base Les contrats d'usage	Question 73	Droit, connaissances de base	Réponse 73
<p>Quels sont les délais de congé dans un contrat de bail à loyer ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Chambres meublées et places de stationnement : 2 semaines (CO 266e)</p> <p>Appartements : 3 mois (CO 266c)</p> <p>Locaux commerciaux : 6 mois (CO 266d)</p> <p>Choses mobilières : 3 jours (CO 266f)</p>		
Droit, connaissances de base Les contrats d'usage	Question 74	Droit, connaissances de base	Réponse 74
<p>Dans quels cas le bailleur est-il en droit de faire une résiliation extraordinaire ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Le bailleur est fondé à résilier le bail de manière anticipée dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Si le locataire cesse de payer le loyer ou paie régulièrement en retard (CO 257d)</li> <li>• Si le locataire viole son devoir de diligence (CO 257f)</li> <li>• En cas de changement de propriétaire (CO 261)</li> <li>• En cas de justes motifs (CO 266g)</li> <li>• En cas de faillite du locataire (CO 266h)</li> </ul>		
Droit, connaissances de base Les contrats d'usage	Question 75	Droit, connaissances de base	Réponse 75
<p>Quelles sont les différences entre un bail à loyer et un bail à ferme ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Dans le bail à loyer, le bailleur cède exclusivement l'usage d'une chose ; dans le bail à ferme, par contre, le bailleur cède également la jouissance de la chose, autrement dit <b>le droit d'en tirer profit</b>.</p> <p>Les obligations du fermier sont analogues à celles du locataire : il doit en effet non seulement payer au bailleur une redevance (le fermage) ainsi que les frais accessoires, mais également <b>entretenir la chose</b> et faire preuve de diligence et d'égards envers les voisins (CO 281 ss).</p>		

Droit, connaissances de base Les contrats d'usage	Question 76	Droit, connaissances de base	Réponse 76
Qu'est-ce qu'un prêt à usage ?  <			

<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 79</b> <b>Les contrats d'usage</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 79</b>
<p>Citer deux prescriptions formelles que doit observer le bailleur lorsqu'il résilie le bail d'un couple marié ou en partenariat enregistré.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Notification au moyen de la formule officielle</p> <p>Notification séparée à chacun des époux ou des partenaires enregistrés</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 80</b> <b>Les contrats d'usage</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 80</b>
<p>Citer trois conditions dans lesquelles une majoration de loyer est admissible</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>La majoration de loyer est justifiée par une hausse des coûts.</p> <p>Elle est justifiée par des prestations supplémentaires du bailleur.</p> <p>Les loyers se situent dans les limites des loyers usuels dans la localité ou dans le quartier.</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 81</b> <b>Les contrats de travail</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 81</b>
<p>Quelles sont les différentes sortes de contrats de travail (CO 319-362) ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Le contrat individuel de travail</p> <p>Les contrats individuels de travail à caractère spécial : contrat d'apprentissage, contrat d'engagement des voyageurs de commerce, contrat de travail à domicile</p> <p>La convention collective de travail (CCT)</p> <p>Le contrat-type de travail</p>

<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 82</b> <b>Les contrats de travail</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 82</b>
<p>Qui sont les parties au contrat individuel de travail ?</p> <p>Quelles sont les exigences formelles pour la conclusion du contrat ?</p> <p>Les parties sont-elles entièrement libres de fixer le contenu du contrat ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Les parties contractantes sont l'employeur et l'employé.</p> <p>Il n'y a pas d'exigence formelle. Le contrat peut donc être conclu en la forme orale.</p> <p>Les clauses contractuelles contraires au droit impératif sont nulles. Certaines règles sont relativement impératives : seules les dérogations en faveur du travailleur sont valables. Quant aux règles supplétives, les parties peuvent librement y déroger.</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 83</b> <b>Les contrats de travail</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 83</b>
<p>Citer cinq obligations du travailleur.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Exécuter le travail personnellement</p> <p>Exécuter le travail avec diligence (notamment utiliser soigneusement le matériel de travail)</p> <p>Sauvegarder les intérêts de l'employeur (devoir de fidélité), par exemple en ne faisant pas concurrence à l'employeur</p> <p>Suivre aux directives de l'employeur</p> <p>Effectuer des heures supplémentaires, si les circonstances l'exigent et si on peut raisonnablement l'exiger de lui</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 84</b> <b>Les contrats de travail</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 84</b>
<p>Citer cinq obligations de l'employeur.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Payer le salaire convenu</p> <p>Veiller à la protection de la personnalité du travailleur</p> <p>Fournir les instruments de travail et le matériel nécessaires et rembourser les frais engagés par le travailleur (indemnité)</p> <p>Accorder des congés hebdomadaires et des vacances, et des congés pour les activités de jeunesse (jusqu'à 30 ans)</p> <p>Établir un certificat de travail à la demande du travailleur</p>

Droit, connaissances de base Les contrats de travail	Question 85	Droit, connaissances de base	Réponse 85
<p>Quels sont les délais de congé légaux, si les parties n'ont pas convenu autre chose ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Durant la première année de service : 1 mois</p> <p>De la deuxième à la neuvième année de service : 2 mois</p> <p>Après neuf ans de service : 3 mois</p>	Droit, connaissances de base	Réponse 86
<p>Citer deux cas concrets justifiant une résiliation immédiate du contrat de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la part de l'employeur</li> <li>- de la part du travailleur</li> </ul> <p>© Schatz Verlag</p>	<p><b>De la part de l'employeur :</b> par exemple détournement d'argent, communication de secrets d'affaires à des tiers</p> <p><b>De la part du travailleur :</b> par exemple insolvabilité de l'employeur, atteintes à la personnalité du travailleur</p>	Droit, connaissances de base	Réponse 87
<p>Citer quatre cas de résiliation en temps inopportun.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Durant le service militaire /service de protection civile / service civil</li> <li>- Pendant une incapacité de travail résultat d'une maladie ou d'un accident non imputable à la faute du travailleur</li> <li>- Pendant la grossesse et les seize semaines qui suivent l'accouchement</li> <li>- Pendant un service d'aide à l'étranger ordonné par l'autorité fédérale</li> </ul>		

Droit, connaissances de base Les contrats de travail	Question 88	Droit, connaissances de base	Réponse 88
<p>Citer quelques dispositions de la Loi sur le travail (LTr) destinées à protéger le travailleur.</p> <p>© Schatz Verlag</p>		<p>Art.6 LTr : L'employeur est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour protéger la santé des travailleurs.</p> <p>Art.9 LTr : La durée maximale de la semaine de travail est de 45 heures pour la plupart de travailleurs est de 50 heures pour tous les autres.</p> <p>Art.12, 13 LTr : Le travail supplémentaire ne peut en principe dépasser deux heures par travailleur et par jour.</p> <p>Art.15 LTr : Les pauses doivent être dédommagées par l'employeur lorsque le travailleur ne peut quitter sa place de travail.</p> <p>Art.15a LTr : Le travailleur doit bénéficier d'une durée de repos quotidien d'au moins onze heures consécutives.</p> <p>Art.16-20 LTr : L'employeur doit accorder une majoration de salaire de 25% au moins au travailleur qui effectue un travail de nuit à titre temporaire. En cas de travail de nuit régulier, le travailleur a droit à une compensation en temps équivalant à 10% de la durée de ce travail.</p>	
Droit, connaissances de base Les contrats de travail	Question 89	Droit, connaissances de base	Réponse 89
<p>Qui sont les parties à une convention collective de travail (CCT) ?</p> <p>Quels sont les buts d'une CCT ?</p> <p>Qui concerne-t-elle ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>		<p>La CCT est négociée entre un ou des <b>syndicats</b>, d'une part, et la <b>direction d'une entreprise</b> (CCT d'entreprise) ou une <b>association patronale</b> (CCT de branche) d'autre part.</p> <p>Les deux buts principaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- négocier des conditions de travail identiques pour tous et pour plusieurs années.</li><li>- favoriser la paix du travail</li></ul> <p>La CCT ne s'applique qu'aux <b>membres des associations / syndicats signataires</b>. Toutefois, les employeurs / travailleurs non membres de ces associations / syndicats peuvent aussi y adhérer sur une <b>base volontaire</b>.</p>	
Droit, connaissances de base Les contrats de travail	Question 90	Droit, connaissances de base	Réponse 90
<p>De quelle manière une CCT devient-elle étendue à l'ensemble d'une branche ?</p> <p>Quel est son effet ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>		<p>Sur demande des associations contractantes, les autorités compétentes au niveau fédéral et cantonal peuvent étendre le champ <b>d'application d'une CCT à toute la branche</b>, pour autant que les conditions légales soient remplies.</p> <p><b>Tous les travailleurs de la branche</b> – donc même ceux travaillant pour un employeur n'ayant pas adhéré à la CCT – sont soumis aux dispositions de la CCT étendue.</p>	

<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 91</b> <b>Les contrats de travail</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 91</b>
<p>Quel est le but de la Loi sur l'égalité (LEg) et comment répartit-elle le fardeau de la preuve ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>La LEg a pour but de promouvoir dans les faits l'égalité entre femmes et hommes (art. 1 LEg). <b>Il est interdit de discriminer les travailleuses et les travailleurs à raison du sexe</b> (art. 3 al. 1 LEg).</p> <p>Par ailleurs, elle s'appuie sur l'art. 8 al. 3 Cst. pour faciliter la réalisation du droit constitutionnel à un salaire égal pour un travail de valeur égale.</p> <p>L'employé(e) qui allègue être victime de discrimination sexuelle bénéficie d'un <b>allègement du fardeau de la preuve</b>. Cela signifie qu'il lui suffit de rendre cette discrimination <b>vraisemblable</b> pour que l'existence de celle-ci soit présumée. C'est alors <b>à l'employeur de prouver</b> qu'il n'y a pas discrimination (art. 6 LEg).</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 92</b> <b>Les contrats de travail</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 92</b>
<p>Qui établit les contrats-types de travail ?</p> <p>Quelle est la raison d'être des contrats-types ?</p> <p>Dans quels domaines en trouve-t-on ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Les contrats-types sont édictés par le Conseil fédéral ou par les cantons.</p> <p>Afin d'assurer la protection des parties au contrat et dans l'intérêt de la sécurité du droit, il a fallu uniformiser les conventions privées, orales pour la plupart.</p> <p>La plupart des contrats-types se rencontrent dans les domaines de l'agriculture et du travail domestique (employés dans les ménages privés).</p>
<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Question 93</b> <b>Le contrat d'apprentissage</b>	<b>Droit, connaissances de base</b> <b>Réponse 93</b>
<p>Quelles sont les formalités à accomplir pour conclure un contrat d'apprentissage ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Le contrat d'apprentissage doit obligatoirement être conclu en la forme écrite.</p> <p>Il doit être signé par l'apprenti(e) (ou, si elle/il est mineur(e), son représentant légal) et le maître d'apprentissage.</p> <p>En outre, le contrat doit être approuvé par l'autorité cantonale compétente.</p>

Droit, connaissances de base Le contrat d'apprentissage		Question 94	Droit, connaissances de base	Réponse 94
		À quelles conditions un contrat d'apprentissage peut-il être résilié ?		<p>Le contrat d'apprentissage est conclu pour une <b>durée déterminée</b>. Il prend fin automatiquement à la fin de la période de formation, sans qu'une des parties ait besoin de le résilier.</p> <p>Pendant la <b>période d'essai</b> (au minimum 1 mois, au maximum 3 mois), le contrat d'apprentissage peut être résilié en tout temps moyennant un délai de congé de 7 jours.</p> <p>Au-delà de la période d'essai, il peut être résilié de façon unilatérale pour de <b>justes motifs</b>, avec effet immédiat.</p> <p>En dehors de ces cas, il peut aussi résilier d'un <b>commun accord</b> entre les parties.</p>
© Schatz Verlag				
Droit, connaissances de base Le contrat d'apprentissage		Question 95	Droit, connaissances de base	Réponse 95
		Citer quatre obligations importantes de l'apprenti.		<p>Faire tous les efforts possibles pour atteindre le but de l'apprentissage</p> <p>Suivre les directives du maître d'apprentissage</p> <p>Assister régulièrement aux cours de l'école professionnelle</p> <p>Participer aux cours de formation (interne) et aux examens de fin d'apprentissage.</p>
© Schatz Verlag				
Droit, connaissances de base Le contrat d'apprentissage		Question 96	Droit, connaissances de base	Réponse 96
		Citer quatre obligations importantes du maître d'apprentissage.		<p>Dispenser une formation adéquate à l'apprenti(e)</p> <p>Verser le salaire convenu</p> <p>Délivrer à l'apprenti(e), au terme de l'apprentissage, un certificat indiquant l'activité professionnelle apprise et la durée de la formation</p>
© Schatz Verlag				



Droit, connaissances de base Le contrat d'apprentissage	Question 97	Droit, connaissances de base	Réponse 97
<p>Quels sont les diplômes délivrés durant la formation professionnelle initiale, d'après la Loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr) ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Art. 37 LFPr : Attestation fédérale de formation professionnelle</p> <p>Art. 38 LFPr : Certificat fédéral de capacité</p> <p>Art. 39 LFPr : Certificat fédéral de maturité professionnelle</p>		
Droit, connaissances de base Le contrat d'entreprise	Question 98	Droit, connaissances de base	Réponse 98
<p>Expliquer la différence entre le contrat d'entreprise et le contrat de vente.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Comme le vendeur, l'entrepreneur assume l'obligation de livrer une chose et d'en transférer la propriété ; toutefois, à la différence du vendeur, l'entrepreneur doit également <b>produire cette chose</b> (en principe personnellement) <b>selon les instructions du maître de l'ouvrage</b>.</p>		
Droit, connaissances de base Le contrat d'entreprise	Question 99	Droit, connaissances de base	Réponse 99
<p>Quelles sont les obligations de l'entrepreneur ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Exécution d'un ouvrage</b> (CO 363) L'entrepreneur assume une obligation de résultat, et non pas seulement de moyens.</li> <li>• <b>Exécution personnelle et devoir de diligence</b> (CO 364)</li> <li>• <b>Responsabilité pour la qualité de la matière fournie</b> (CO 365)</li> <li>• <b>Commencement et exécution des travaux en conformité du contrat</b> (CO 366)</li> </ul>		

Droit, connaissances de base Question 100 Le contrat d'entreprise	Droit, connaissances de base Réponse 100
<p>Quelles sont les obligations du maître de l'ouvrage ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>L'obligation du maître est de <b>payer le prix de l'ouvrage</b>.</p> <p>Le prix peut être fixé à l'avance, d'entente entre les parties (prix forfaitaire), ou d'après la valeur du travail et les dépenses de l'entrepreneur (CO 374).</p>
Droit, connaissances de base Question 101 Le contrat d'entreprise	Droit, connaissances de base Réponse 101
<p>Quelles sont les conditions que le maître de l'ouvrage puisse invoquer les règles (dispositives) de la garantie pour les défauts ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>L'existence d'un défaut de l'ouvrage</b> (CO 368) Un ouvrage est défectueux s'il n'offre pas toutes les qualités qu'on pouvait en attendre ou qu'a promises l'entrepreneur. Il n'est pas nécessaire, en revanche, que l'entrepreneur ait commis une faute.</li> <li>• <b>L'absence d'acceptation de l'ouvrage par le maître</b> (CO 370) Le maître perd ses droits à la garantie s'il accepte l'ouvrage.</li> <li>• <b>L'avis des défauts donné en temps utile</b> (CO 367 I) Après la livraison de l'ouvrage, le maître doit en vérifier l'état et signaler immédiatement les éventuels défauts à l'entrepreneur. Un délai d'une semaine après la découverte du défaut est encore considéré comme acceptable.</li> </ul>
Droit, connaissances de base Question 102 Le contrat d'entreprise	Droit, connaissances de base Réponse 102
<p>Quels sont les droits du maître, lorsque les conditions de la garantie pour les défauts sont réunies ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Le maître dispose de <b>trois possibilités</b> (CO 368) :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Lorsque les défauts sont tellement graves que l'ouvrage est inutilisable ou que le maître ne peut équitablement pas être contraint de l'accepter, celui-ci est en droit de <b>refuser l'ouvrage</b> (et donc de refuser le paiement du prix).</li> <li>2. Si les défauts sont de moindre importance, le maître peut exiger <b>une diminution du prix</b> en proportion de la moins-value de l'ouvrage, ou</li> <li>3. exiger que <b>l'entrepreneur répare l'ouvrage</b> à ses frais si la réparation est possible sans dépenses excessives.</li> </ol>

Droit, connaissances de base Question 103 Le contrat d'entreprise	Droit, connaissances de base Réponse 103
<p>Quels sont les cas d'extinction du contrat prévus par la loi ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>En principe, le contrat d'entreprise prend fin lorsque les parties ont <b>exécuté leurs obligations</b>. Les autres cas sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Résiliation</b> par le maître en cas de <b>dépassement excessif du devis</b>, sans faute du maître (CO 375).</li> <li>• <b>Perte de l'ouvrage</b> (CO 376) : si, avant la livraison, l'ouvrage périt par cas fortuit, l'entrepreneur ne peut réclamer ni le prix de son travail, ni le remboursement de ses dépenses.</li> <li>• <b>Résiliation</b> par le maître <b>avant la livraison</b> de l'ouvrage, moyennant indemnisation complète de l'entrepreneur (CO 377)</li> <li>• <b>Mort</b> ou <b>incapacité</b> de l'entrepreneur (CO 379)</li> </ul>
Droit, connaissances de base Question 104 Le mandat	Droit, connaissances de base Réponse 104
<p>Qu'est-ce qu'un mandat ?</p> <p>Le mandataire a-t-il l'obligation d'obtenir un résultat déterminé ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Un mandat peut porter sur des prestations de services très différentes. En effet, d'après la loi, les règles du mandat <b>s'appliquent à tous les travaux qui ne sont pas soumis aux dispositions légales régissant d'autres contrats</b> (essentiellement le contrat de travail et le contrat d'entreprise).</p> <p>Le mandataire (soit celui qui s'engage à exécuter la prestation de service) <b>ne promet pas un résultat déterminé, mais une activité</b> en vue d'un résultat.</p>
Droit, connaissances de base Question 105 Le mandat	Droit, connaissances de base Réponse 105
<p>Quelles sont les obligations du mandataire ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Le mandataire doit rendre le service ou gérer l'affaire qui lui a été confiée (CO 394 I). Il doit exécuter son mandat <b>personnellement, fidèlement et avec diligence</b> (CO 398).</p> <p>La mesure de la diligence due sera déterminée, le cas échéant, par les règles en vigueur dans la profession (<b>règles de l'art</b>).</p>

Droit, connaissances de base Question 106 Le mandat	Droit, connaissances de base Réponse 106
<p>Le mandataire peut-il se faire aider ? Peut-il se faire remplacer ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Le mandataire doit exécuter personnellement son mandat. Il a le droit de recourir à des auxiliaires, mais doit répondre de leurs actes comme s'ils étaient les siens (CO 101).</p> <p>S'il se fait remplacer par quelqu'un sans l'accord du mandant, il répond alors des actes du sous-mandataire comme s'ils étaient les siens.</p> <p>Si le mandant a autorisé la substitution, le mandataire ne répond que du soin avec lequel il a choisi le sous-mandataire et donné ses instructions.</p>
Droit, connaissances de base Question 107 Le mandat	Droit, connaissances de base Réponse 107
<p>Quelles sont les obligations du mandant ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Le mandant doit <b>rembourser</b> au mandataire <b>les avances et frais</b> que celui-ci a faits pour l'exécution régulière du mandat et le libérer des obligations par lui contractées.</p> <p>En cas d'un mandat onéreux, il doit également une rémunération (honoraires) au mandataire.</p>
Droit, connaissances de base Question 108 Le mandat	Droit, connaissances de base Réponse 108
<p>Dans quelles circonstances un mandat prend-il fin ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Dans le cas ordinaire, le mandat prend fin lorsqu'il a été exécuté.</p> <p>Par ailleurs, le mandat peut être révoqué (par le mandant) ou répudié (par le mandataire) <b>en tout temps</b> (CO 404 I).</p> <p>Cependant, la partie qui révoque ou répudie le contrat en temps inopportun (c'est-à-dire sans motifs sérieux) doit réparer le préjudice qu'elle cause ainsi à l'autre partie (CO 404 II).</p> <p>Les autres causes de fin du contrat sont <b>la mort, l'incapacité et la faillite</b> du mandant ou du mandataire.</p>

Droit, connaissances de base Question 109 Le cautionnement	Droit, connaissances de base Réponse 109
<p>Indiquer les différentes manières de garantir une créance.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p><b>Garanties réelles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nantissement</li> <li>- Gage immobilier</li> <li>- Cession</li> </ul> <p><b>Garanties personnelles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cautionnement</li> </ul>
Droit, connaissances de base Question 110 Le cautionnement	Droit, connaissances de base Réponse 110
<p>Quelles sont les exigences formelles pour conclure un contrat de cautionnement ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• jusqu'à CHF 2000.- : forme écrite, montant manuscrit</li> <li>• dès CHF 2000.- : forme authentique</li> <li>• consentement écrit du conjoint.</li> </ul>
Droit, connaissances de base Question 111 Le cautionnement	Droit, connaissances de base Réponse 111
<p>Quelle est la différence le cautionnement simple et le cautionnement solidaire, du point de vue de la responsabilité de la caution ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p><b>Cautionnement simple</b> La caution ne doit payer que dans certaines hypothèses, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- si le débiteur principal a été déclaré en faillite</li> <li>- si le créancier a obtenu contre lui un acte de défauts de biens en ayant observé la diligence nécessaire</li> <li>- si le débiteur a transféré son domicile à l'étranger et ne peut plus être recherché en Suisse</li> </ul> <p><b>Cautionnement solidaire</b> La caution répond au même titre que le débiteur principal : le créancier peut exiger le paiement de la caution et du créancier principal en même temps, dès que ce dernier est en retard dans le paiement de sa dette et qu'il a été sommé en vain de s'acquitter ou encore que son insolvabilité soit notoire.</p>

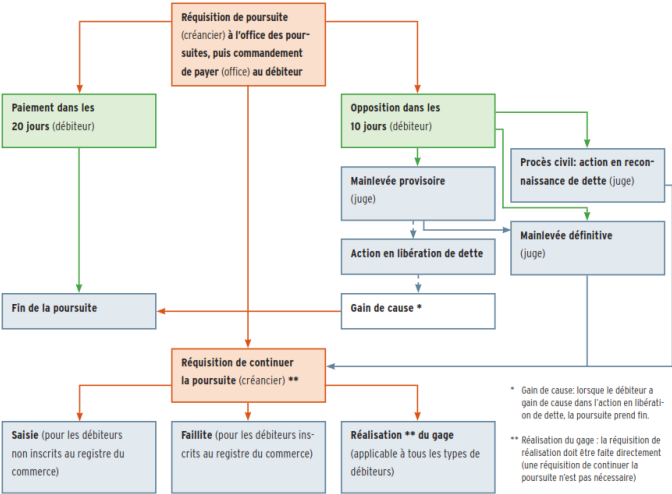
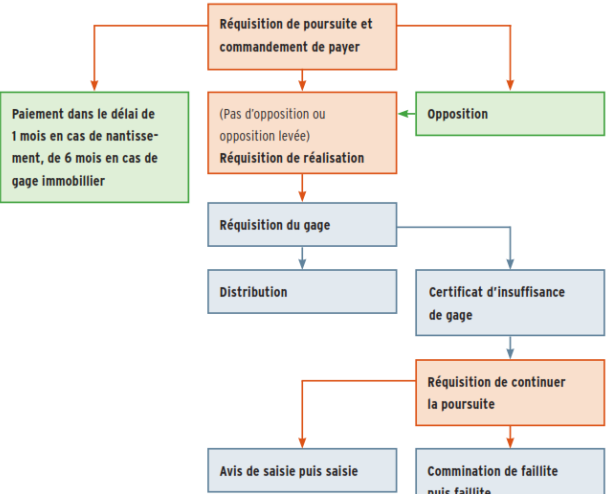
Droit, connaissances de base Question 112 Le cautionnement	Droit, connaissances de base Réponse 112
<p>Qu'est-ce que la réserve de propriété ?</p> <p>Quel effet a-t-elle ?</p> <p>Quelles les exigences formelles à respecter ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Lors de l'achat de biens par contrat de crédit, le vendeur garde la propriété du bien jusqu'au paiement total du prix, afin d'avoir une garantie.</p> <p>L'acheteur ne devient donc propriétaire que lorsqu'il a fini de rembourser le crédit.</p> <p>La réserve de propriété doit être inscrite au registre des réserves de propriété de l'office des poursuites du domicile de l'acheteur.</p>
Droit, connaissances de base Question 113 Droit des sociétés	Droit, connaissances de base Réponse 113
<p>Définir la notion de société.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>On entend par société :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un groupement de <b>personnes</b>,</li> <li>• basé sur un <b>contrat</b>,</li> <li>• et poursuivant <b>un but commun</b>.</li> </ul>
Droit, connaissances de base Question 114 Droit des sociétés	Droit, connaissances de base Réponse 114
<p>Qu'est-ce qu'une entreprise commerciale ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>On entend par entreprise commerciale une activité économique indépendante exercée en vue d'un revenu régulier et dont l'importance nécessite une certaine organisation.</p> <p>Elle implique une obligation d'<b>inscription au registre du commerce</b>, le choix d'une <b>raison de commerce</b> et la tenue d'une <b>comptabilité</b>.</p>

Droit, connaissances de base Question 115 Droit des sociétés	Droit, connaissances de base Réponse 115
<p>Quelles sont les caractéristiques juridiques les plus importantes d'une raison individuelle (ou entreprise individuelle) ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>On parle d'entreprise individuelle (CO 945 ss) lorsqu'une seule personne exploite une entreprise commerciale.</p> <p>L'entrepreneur assume seul le <b>risque entrepreneurial</b> et avec la totalité de son patrimoine, y compris privé. L'avantage est cependant qu'il peut gérer son entreprise en toute liberté et indépendance.</p> <p>L'entreprise existe à partir du moment où l'entrepreneur démarre son activité. <b>Aucun acte constitutif n'est nécessaire.</b></p> <p>La raison de commerce doit comporter le nom de famille de l'entrepreneur. Si le chiffre d'affaires annuel dépasse CHF 100'000, l'entreprise individuelle doit être inscrite au registre du commerce.</p>
Droit, connaissances de base Question 116 Droit des sociétés	Droit, connaissances de base Réponse 116
<p>Quelles sont les caractéristiques juridiques les plus importantes de la société simple ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>La société simple est la <b>forme la plus simple de société de personnes</b>.</p> <p>Elle existe à partir du moment où deux personnes (ou davantage) mettent décident d'unir leurs efforts ou leurs ressources en vue d'atteindre un but commun (CO 530).</p> <p>Souvent, elle n'est formée que pour une durée déterminée et elle est dissoute lorsque le but a été atteint.</p> <p>La société simple est une simple communauté : elle ne possède pas la personnalité juridique. Ainsi, vis-à-vis des tiers, elle n'apparaît pas sous son nom propre, elle n'a pas non plus de siège propre et elle n'est pas inscrite au registre du commerce.</p>
Droit, connaissances de base Question 117 Droit des sociétés	Droit, connaissances de base Réponse 117
<p>Quelles sont les caractéristiques juridiques les plus importantes de la société anonyme ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Une SA peut être fondée par une ou plusieurs personnes physiques ou morales ou par d'autres sociétés commerciales (CO 625). Le capital est apporté par les actionnaires et divisé en parts (les actions). Les actionnaires ont des droits patrimoniaux, mais aussi des droits de participation, des droits de protection ainsi que des droits à l'information.</p> <p>Le <b>capital-actions</b> doit être au minimum de CHF 100'000.-. Les <b>actions</b> peuvent être <b>au porteur</b> ou <b>nominatives</b>. Dans le cas des actions nominatives, les actionnaires sont inscrits dans un registre ; dans le cas des actions au porteur, les détenteurs sont inconnus.</p> <p>L'un des grands avantages de la SA est que les <b>dettes sociales sont garanties seulement par l'actif social</b>.</p> <p>Afin de pouvoir agir, la société doit être dotée d'<b>organes</b> : il s'agit de l'<b>assemblée générale</b>, du <b>conseil d'administration</b> et de l'<b>organe de révision</b>.</p>

Droit, connaissances de base Question 118 Droit des sociétés	Droit, connaissances de base Réponse 118
<p>Quelles sont les caractéristiques juridiques les plus importantes de la société à responsabilité limitée ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>La Sàrl une <b>société de capitaux à caractère personnel</b>. Elle a ainsi un caractère mixte. Comme la SA, cette société n'existe qu'à partir de son inscription au registre du commerce.</p> <p>La Sàrl peut être fondée par une ou plusieurs personnes ou sociétés commerciales. Le <b>capital minimal</b> de fondation s'élève à CHF 20'000.-. Il est divisé en parts sociales, d'une valeur minimale de CHF 100.-. Chaque associé dispose au moins d'une part sociale.</p> <p>Seule la société répond des dettes sociales.</p> <p>Les organes de la société sont : l'<b>assemblée des associés</b>, le(s) <b>gérant(s)</b> ainsi que l'<b>organe de révision</b>.</p> <p>La <b>raison sociale</b> peut être choisie librement, mais doit comporter l'adjonction Sàrl.</p>
Droit, connaissances de base Question 119 Papiers-valeurs	Droit, connaissances de base Réponse 119
<p>Définir la notion de papier-valeur.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Sont des papiers-valeurs tous les titres auxquels <b>un droit de propriété</b> (action par exemple) <b>ou de créance</b> (chèque ou cédule hypothécaire par exemple) est incorporé de telle manière <b>qu'il n'est pas possible de faire valoir ou de transférer ce droit indépendamment du titre</b>.</p>
Droit, connaissances de base Question 120 Papiers-valeurs	Droit, connaissances de base Réponse 120
<p>Définir la notion de titre nominatif.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Tout papier-valeur <b>créé au nom d'une personne déterminée</b> est un titre nominatif (CO 974).</p> <p><b>Le transfert de propriété</b> peut se faire <b>par cession</b> et remise du titre.</p> <p>Exemples : parts d'une Sàrl, actions nominatives</p>

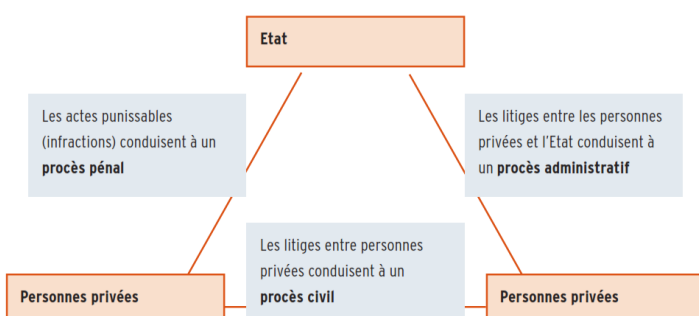


Droit, connaissances de base Papiers-valeurs	Question 121	Droit, connaissances de base	Réponse 121									
	Définir la notion de titre au porteur.		<p>Est titre au porteur tout papier-valeur dont le texte ou la forme constate que <b>chaque porteur en sera reconnu comme l'ayant droit</b>.</p> <p>Ainsi, le <b>transfert de propriété</b> se fait <b>par la simple remise du titre</b>.</p> <p>Exemples : actions au porteur, billets de loterie</p>									
© Schatz Verlag												
Droit, connaissances de base Papiers-valeurs	Question 122	Droit, connaissances de base	Réponse 122									
	Définir la notion de titre à ordre.		<p>Le titre à ordre est un document ayant le caractère d'un papier-valeur (donc un droit de créance) et qui est établi au nom d'une personne physique ou morale.</p> <p>La personne à l'ordre de laquelle le titre est libellé a le droit de disposer de ce qu'il incorpore (prestation/marchandise). Elle peut transférer ce droit par endossement. Il y a des titres qui ont automatiquement la valeur d'un titre à ordre et d'autres qui sont munis d'une clause à ordre pour qu'ils puissent être assimilés à des papiers-valeurs.</p> <p>Le transfert se fait par l'endossement (inscrit sur le document) et la remise du papier-valeur.</p>									
© Schatz Verlag												
Droit, connaissances de base Poursuites et faillites	Question 123	Droit, connaissances de base	Réponse 114									
	Expliquer les trois types de poursuites pour dettes.		<table><tr><th>Par voie de saisie</th><th>Par voie de faillite</th><th>En réalisation du gage</th></tr><tr><td>Personnes physiques non inscrites au reg. du commerce</td><td>Entreprises inscrites au reg. du commerce</td><td>Le créancier possède déjà un gage (papiers-valeurs = gage mobilier, immeuble = gage immobilier)</td></tr><tr><td>Est saisi ce qui est nécessaire pour couvrir la dette et les frais de procédure</td><td>L'entier de la fortune est mise aux enchères; l'entreprise est dissoute et rayée du reg. du commerce</td><td>Celui-ci est vendu et sa réalisation sert à régler la dette.</td></tr></table>	Par voie de saisie	Par voie de faillite	En réalisation du gage	Personnes physiques non inscrites au reg. du commerce	Entreprises inscrites au reg. du commerce	Le créancier possède déjà un gage (papiers-valeurs = gage mobilier, immeuble = gage immobilier)	Est saisi ce qui est nécessaire pour couvrir la dette et les frais de procédure	L'entier de la fortune est mise aux enchères; l'entreprise est dissoute et rayée du reg. du commerce	Celui-ci est vendu et sa réalisation sert à régler la dette.
Par voie de saisie	Par voie de faillite	En réalisation du gage										
Personnes physiques non inscrites au reg. du commerce	Entreprises inscrites au reg. du commerce	Le créancier possède déjà un gage (papiers-valeurs = gage mobilier, immeuble = gage immobilier)										
Est saisi ce qui est nécessaire pour couvrir la dette et les frais de procédure	L'entier de la fortune est mise aux enchères; l'entreprise est dissoute et rayée du reg. du commerce	Celui-ci est vendu et sa réalisation sert à régler la dette.										
© Schatz Verlag												

<b>Drôit, connaissances de base Question 124</b> <b>Poursuites et faillites</b>	<b>Drôit, connaissances de base Réponse 124</b>
<p>Décrire le déroulement d'une poursuite pour dettes jusqu'à la faillite, respectivement la saisie ou la réalisation du gage.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	
<b>Drôit, connaissances de base Question 125</b> <b>Poursuites et faillites</b>	<b>Drôit, connaissances de base Réponse 125</b>
<p>Que peut faire le poursuivi s'il conteste le montant total ou partiel de la dette ? Quelle est la conséquence de cet acte ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Il forme opposition dans les dix jours, ce qui suspend la poursuite.</p>
<b>Drôit, connaissances de base Question 126</b> <b>Poursuites et faillites</b>	<b>Drôit, connaissances de base Réponse 126</b>
<p>Comment se déroule une poursuite en réalisation de gage ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	

Droit, connaissances de base Question 127 Poursuites et faillites	Droit, connaissances de base Réponse 127
<p>Quelles sont les trois voies qui conduisent à la faillite ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La poursuite ordinaire par voie de faillite</li> <li>2. La poursuite pour effets de change</li> <li>3. La faillite sans poursuite préalable</li> </ol>
Droit, connaissances de base Question 128 Poursuites et faillites	Droit, connaissances de base Réponse 128
<p>Dans quel ordre sont remboursées les créances, à la suite d'une faillite ou d'une saisie ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p><b>1. Créances garanties par gage :</b> Celles-ci seront remboursées en priorité sur le produit de la liquidation.</p> <p><b>2. Créances non garanties par gage :</b></p> <p>1<sup>ère</sup> classe : Salaires, contributions d'entretien du droit de la famille, etc.</p> <p>2<sup>e</sup> classe : Primes d'assurance-maladie, cotisations sociales (AVS, assurance-accidents ...), créances des mineurs envers leurs parents</p> <p>3<sup>e</sup> classe : Toutes les autres créances. Ces créances non privilégiées sont également appelées créances chirographaires.</p>
Droit, connaissances de base Question 129 Poursuites et faillites	Droit, connaissances de base Réponse 129
<p>Qu'est-ce qu'une révocation ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>La révocation a pour but de soumettre à l'exécution forcée les biens qui lui ont été soustraits par suite de certains actes, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les donations faites par le débiteur dans l'année qui précède la saisie ou la déclaration de faillite,</li> <li>ou encore</li> <li>- tous les actes faits par le débiteur dans les cinq ans qui précèdent la saisie ou la déclaration de faillite dans l'intention reconnaissable par l'autre partie de porter préjudice à ses créanciers ou de favoriser certains créanciers au détriment des autres pour son propre bénéfice ou celui de tiers dans l'intention reconnaissable par l'autre partie de porter préjudice à ses créanciers ou d'en favoriser certains au détriment des autres.</li> </ul> <p>De tels actes peuvent être révoqués par le juge si le créancier intente une action révocatoire dans le délai prévu par la loi.</p>

Droit, connaissances de base Question 130 Poursuites et faillites	Droit, connaissances de base Réponse 130
<p>Qu'est-ce une procédure concordataire ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>La faillite n'est souvent pas la meilleure solution pour tous les participants car il peut y avoir des valeurs immatérielles dans les entreprises. Ces valeurs disparaîtraient dans la faillite avec l'élimination économique du débiteur.</p> <p>Pour cette raison, la LP prévoit une procédure concordataire. Dans le cadre de celle-ci et pour réussir à assainir la situation, <b>les créanciers renoncent à une partie de leurs créances.</b></p> <p>La loi prévoit une démarche similaire, discrète et sans frais, pour les particuliers : le règlement amiable des dettes.</p>
Droit, connaissances de base Question 131 Responsabilité produits	Droit, connaissances de base Réponse 131
<p>Qu'est-ce que la responsabilité du fait des produits ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>C'est la responsabilité pour les dommages causés par un produit défectueux.</p>
Droit, connaissances de base Question 132 Responsabilité produits	Droit, connaissances de base Réponse 132
<p>Qu'entend-on par « produits » dans la Loi fédérale sur la responsabilité du fait des produits (LRFP) ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- toute chose mobilière</li> <li>- l'électricité</li> <li>- les produits du sol, de l'élevage, de la pêche et de la chasse ayant subi une première transformation.</li> </ul>

<b>Droit, connaissances de base Question 133</b> <b>Responsabilité produits</b>	<b>Droit, connaissances de base Réponse 133</b>
<p>Quel est le délai de prescription des créances basées sur la LRFP et quand commence-t-il à courir ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Les prétentions en dommages-intérêts se prescrivent <b>par trois ans</b> à compter de la date à laquelle la victime a eu ou aurait dû avoir connaissance</p> <p>du dommage,</p> <p>du défaut du produit</p> <p>et de l'identité du producteur</p>
<b>Droit, connaissances de base Question 134</b> <b>Le système judiciaire</b>	<b>Droit, connaissances de base Réponse 134</b>
<p>Expliquer les notions suivantes :</p> <p>procès pénal</p> <p>procès civil</p> <p>procès administratif</p> <p>© Schatz Verlag</p>	 <pre> graph TD     Etat[Etat] --- P1[Les actes punissables (infractions) conduisent à un procès pénal]     Etat --- P2[Les litiges entre les personnes privées et l'Etat conduisent à un procès administratif]     P1 --- PP1[Personnes privées]     P2 --- PP2[Personnes privées]     PP1 --- P3[Les litiges entre personnes privées conduisent à un procès civil]     PP2 --- P3     </pre>
<b>Droit, connaissances de base Question 135</b> <b>Le système judiciaire</b>	<b>Droit, connaissances de base Réponse 135</b>
<p>Décrire le déroulement d'un procès civil.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Procédure de conciliation</li> <li>2. Dépôt de la demande auprès du tribunal</li> <li>3. Transmission de la demande au défendeur par le tribunal</li> <li>4. Dépôt de la réponse par le défendeur</li> <li>5. Audience</li> <li>6. Jugement</li> <li>7. Appel ou recours</li> </ol>

Droit, connaissances de base Question 136 Le système judiciaire	Droit, connaissances de base Réponse 136
<p>Décrire le déroulement d'une procédure pénale.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Infraction (crime, délit ou contravention)</li> <li>2. Plainte ou dénonciation</li> <li>3. Procédure préliminaire</li> <li>4. Mise en accusation et procès pénal</li> <li>5. Jugement</li> <li>6. Exécution de la peine</li> </ol>
Droit, connaissances de base Question 137 Le système judiciaire	Droit, connaissances de base Réponse 137
<p>Citer au moins trois principes régissant le procès pénal.</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les parties ont le droit d'être entendues.</li> <li>• Toute peine doit reposer sur une disposition expresse de la loi.</li> <li>• Aucune peine ne peut être infligée sans un jugement entré en force.</li> <li>• Nul ne peut être condamné deux fois pour la même infraction.</li> <li>• En cas de doute sur sa culpabilité, le prévenu doit être acquitté.</li> <li>• La peine doit être proportionnée à la gravité de la faute commise.</li> </ul>
Droit, connaissances de base Question 138 Le système judiciaire	Droit, connaissances de base Réponse 138
<p>Quelles sont les circonstances atténuantes que le tribunal peut prendre en compte pour diminuer la peine infligée à l'auteur d'une infraction ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'auteur a cédé à <b>un mobile honorable</b></li> <li>• L'auteur se trouvait dans <b>une situation de détresse</b> profonde</li> <li>• L'auteur a manifesté par des actes <b>un repentir sincère</b></li> <li>• L'auteur <b>n'avait pas</b> pleinement <b>conscience du caractère illicite</b> de son acte</li> </ul>

Droit, connaissances de base Question 139 Le système judiciaire	Droit, connaissances de base Réponse 139
<p>Vous n'êtes pas d'accord avec la décision d'une autorité. Que pouvez-vous faire ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Les décisions des autorités administratives peuvent être contestées par la voie d'une <b>opposition</b> ou d'un <b>recours</b>.</p> <p>L'autorité qui a rendu la décision est tenue d'indiquer auprès de quelle autorité et dans quel délai le destinataire de la décision peut la contester.</p>
Droit, connaissances de base Question 140 Droit pénal	Droit, connaissances de base Réponse 140
<p>Quels sont, d'après la conception moderne, les objectifs poursuivis par le droit pénal ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la rétorsion</li> <li>- la prévention <ul style="list-style-type: none"> <li>-- prévention générale (= dissuasion, intimidation)</li> <li>-- prévention spéciale (= prévention de la récidive)</li> </ul> </li> <li>- la resocialisation</li> <li>- la réparation / réconciliation</li> </ul>
Droit, connaissances de base Question 141 Droit pénal	Droit, connaissances de base Réponse 141
<p>À quelles conditions l'auteur d'une infraction peut-il être condamné ?</p> <p>Que se passe-t-il lorsque ces conditions ne sont pas remplies ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Il faut que l'auteur ait disposé de la capacité mentale et de la possibilité matérielle de reconnaître le caractère illicite de son acte et de se déterminer d'après cette appréciation.</p> <p>Si ces capacités lui faisaient entièrement défaut lors de la commission de l'acte, l'auteur sera déclaré irresponsable et donc acquitté. Si sa responsabilité était restreinte, la peine sera réduite en conséquence.</p>

**Droit, connaissances de base Question 142  
Droit pénal**

Quels sont les types de peines possibles, selon la gravité de l'infraction ?

© Schatz Verlag

**Droit, connaissances de base Réponse 142**

<b>Crime</b>	N'est possible qu'une peine privative de liberté
<b>Délit</b>	Selon les cas: peine privative de liberté, peine pécuniaire, travail d'intérêt général
<b>Contravention</b>	Selon les cas: amende, travail d'intérêt général

**Droit, connaissances de base Question 143  
Droit pénal**

Que signifie une peine avec sursis ? Et qu'en est-il d'une peine avec un sursis partiel ?

© Schatz Verlag

**Droit, connaissances de base Réponse 143**

Une peine avec sursis est assortie d'une mise à l'épreuve de 2 à 6 ans. Si le condamné ne commet pas de délit pendant cette période probatoire, il ne devra pas subir la peine prévue.

Dans le cas de la peine avec sursis partiel, le condamné doit subir une partie de la peine. Le reste de la peine est régi par les règles du sursis ordinaire.

**Droit, connaissances de base Question 144  
Droit pénal**

Qui a le droit de consulter un casier judiciaire ?

© Schatz Verlag

**Droit, connaissances de base Réponse 144**

Toute personne peut demander un extrait de son propre casier judiciaire.

D'autre part, le casier judiciaire peut être consulté en ligne par diverses autorités désignées par la loi : autorités de poursuites pénales, police des étrangers, office fédéral de la police, etc.



Droit, connaissances de base Question 145 Droit pénal	Droit, connaissances de base Réponse 145
<p>Quelles sont les différentes peines possibles en droit pénal des mineurs ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la réprimande</li> <li>- la prestation personnelle</li> <li>- l'amende</li> <li>- la peine privative de liberté</li> </ul>
Droit, connaissances de base Question 146 Droit pénal	Droit, connaissances de base Réponse 146
<p>Expliquer la notion d'âge de protection, en matière d'infractions contre l'intégrité sexuelle ?</p> <p>© Schatz Verlag</p>	<p>Tout acte sexuel commis sur des enfants de moins de 16 ans est punissable.</p> <p>Cependant, lorsque la différence d'âge entre les personnes impliquées est inférieure à trois ans, l'acte n'est pas punissable.</p>
Droit, connaissances de base Question 147 Droit pénal	Droit, connaissances de base Réponse 147